

9. Des observatoires, des chercheurs et des planteurs : les observatoires ruraux d'OCISCA (1)

par Georges COURADE (2)

Le projet OCISCA est né de la rencontre de quelques volontés individuelles (3) souhaitant surmonter les écueils habituels du partenariat-alibi et de la recherche individualiste mono-disciplinaire si prisée en sciences sociales. Au désir d'associer chercheurs en sciences sociales et agronomes ayant une approche systémique est très vite venue s'ajouter l'impérieuse nécessité de sortir d'une recherche institutionnelle camerounaise qui s'était enlisée dans les ornières classiques de sa mise en œuvre étatique.

(1) Sur le plan formel, le projet OCISCA est né fin 1989, sous la forme d'un projet expérimental à la suite de la signature d'un accord entre le Centre universitaire de Dschang, alors dirigé par René OWONA et l'ORSTOM. Ouvert à d'autres équipes camerounaises à la demande de la sous-direction de la recherche scientifique du ministère de la Coopération, le premier bailleur de fonds avec l'UR MSA, il a intégré, dès le départ, des chercheurs de l'ISH, institut alors dirigé par P. MOBY ETIA. Les trois institutions fondatrices ont créé les deux premiers observatoires chez les planteurs de cacao de Yemessoa et de café arabica de la chefferie bafou où les premières enquêtes ont eu lieu en janvier-février 1991 pour Bafou, et en mars-avril de la même année pour Yemessoa. La phase 2 du projet, dont il ne sera pas question ici, a véritablement commencé en juillet 1992. De nouveaux observatoires ont été créés à Douala en s'inspirant de l'esprit des observatoires ruraux (enquêtes en août 1993) et à la frontière Nigeria-Cameroun selon une problématique propre et des méthodes spécifiques.

Ce texte reprend de manière allégée et remaniée une communication faite au séminaire de Rémi CLIGNET sur « la notion d'observatoire » de septembre 1993 et constituant le cahier d'OCISCA n° 2 : *Du passé recomposé au futur improbable : les observatoires ruraux d'OCISCA comme mode opératoire d'une recherche impliquée*, Yaoundé, OCISCA, 31 p.

(2) Géographe, directeur de recherche, ORSTOM, animateur d'OCISCA (1990-1994). Adresse : ORSTOM-Sud, 213, rue Lafayette, 75480 Paris Cedex 10.

(3) R. OWONA, Th. PUJOLLE, P. MOBY ETIA et nous-même dans un premier temps, J. BONVALLOT, J. BONNEMAISON et T. NJINE par la suite.

Le choix, évident en 1989, s'est porté sur un thème de travail très large, l'étude « en temps réel » des effets de la crise multiforme dans laquelle l'État et le pays ont été pris en tenaille à partir de 1986 et des thérapeutiques qui lui sont administrées : ajustement politique, économique et social par le biais de mesures financières, économiques ou monétaires de caractère global ou sectoriel. Au danger de dispersion inhérent à ce choix, il a été opposé une méthode, celle des observatoires permettant à chacun, dans le cadre d'une équipe pluriethnique représentative du kaléidoscope politique national, de s'« initier » à une recherche de terrain dans des lieux critiques ayant fait l'objet de travaux antérieurs à la période présente pour permettre une approche comparative et une recherche sur les antécédents historiques de la crise globale actuelle.

Il ne s'agissait pas d'étudier le kit de politiques préconisées sous le vocable de « programmes d'ajustement structurel », déjà observé par les spécialistes de la Banque mondiale ou d'ailleurs. Pas question non plus de prendre les prémisses néo-libérales de ces politiques comme hypothèses à vérifier ou de « fétichiser » le quantitatif au détriment du qualitatif pour rendre compte des opinions, comportements et stratégies des ruraux avec lesquels a été expérimenté le projet avant d'être pris en main par des responsables nationaux. Ces positions pragmatiques de recherche permettaient à chacun de repérer dans le champ étudié à intervalles réguliers ce qui pouvait l'intéresser et d'y utiliser les outils propres à sa discipline. Elles autorisaient aussi la cohabitation au sein du groupe d'écoles différentes de pensée.

L'approche sous forme d'observatoire, telle qu'elle a été mise en œuvre au sein du projet OCISCA, se proposait de créer un outil facilitant un partenariat rénové et d'accoucher d'une manière d'analyser la crise plus globale et plus finalisée que ce qui est habituellement proposé. Les équipes ont-elles réussi ce pari ? Dans certains cas, sûrement ; dans d'autres, cela reste à prouver dans les années à venir. Le propos tenu ici ne sera donc que l'ébauche d'un bilan de quatre ans de recherches dans un projet en ajustement permanent (4).

(4) Nous exposons ici la philosophie initiale du projet OCISCA tel que nous l'avons mis en œuvre pendant quatre ans, de février 1990 à février 1994. Ceci ne préjuge pas de la manière dont il s'est poursuivi par la suite dans d'autres lieux ou sur d'autres thèmes.

1. Des objectifs : analyser longitudinalement la crise, aider les décideurs et opérateurs

Le projet OCISCA comprend un réseau d'observatoires pluridisciplinaires complété par des travaux individuels disciplinaires classiques permettant à de jeunes chercheurs de réaliser le galop d'essai solitaire de la thèse.

1.1. Des recherches sur la crise en milieu rural

La caractérisation de la crise, objet du travail d'OCISCA, fait problème tant qu'elle n'est pas achevée, tant qu'elle est vécue quotidiennement par tous, scientifiques et enquêtés. La datation de son origine est variable selon les secteurs, les individus et les lieux. Son ampleur ne peut être mesurée sur l'instant, les instruments habituels fournis par chaque discipline étant utilisés en fonction de représentations laissant une forte place aux conditionnements culturels et historiques. Le terme de crise semble désigner une rupture qu'aucun des acteurs agissant n'intègre et que l'analyste a de la peine à construire. Et la recherche des identifiants de la crise ne pouvait se faire que dans des espaces choisis, lieux critiques où des questions vives se posent au niveau national.

Si la crise abaisse les niveaux de vie, le phénomène n'est pas général et certains tirent leur épingle du jeu. Si des positions rentières ou des monopoles disparaissent avec la libéralisation de l'économie ou les « déchirements » sociaux, d'autres se mettent en place. Si l'éducation formelle semble ne plus constituer l'ascenseur social qu'elle fut, son inutilité sociale n'est pas démontrée. Si les cultures vivrières apparaissent comme une alternative aux produits d'exportation mal (ou pas) payés, on mesure rapidement les limites de cette alternative en raison de la réduction du pouvoir d'achat des citoyens et des problèmes de commercialisation des denrées périssables. Les solidarités entre générations, entre citoyens et ruraux et entre secteurs économiques impliquant familles et amis, n'ont plus la capacité d'amortir les effets les plus négatifs de la crise quoi qu'on en dise. Certaines relations de pouvoir se renforcent ou se dissolvent dans le temps : des « élites » de crise apparaissent, d'autres s'effondrent. La limitation des naissances ne constitue pas une réponse aux difficultés du temps en raison de la lenteur de ses effets attendus si la population s'y engage résolument, ce qui n'a rien d'évident en milieu rural. En fait, nombre d'hypothèses de travail sont à remettre en question.

Les dirigeants camerounais ont reconnu officiellement que le pays traversait une période de crise en 1987 et ils ont tenté de desserrer la contrainte des « conditionnalités », posées par les bailleurs de fonds pour reprendre leur aide financière, plus que jamais indispensable. La crise politique et sociale dans laquelle le pays est entré depuis 1991 à la suite du dégel de l'Europe de l'Est et de la conférence de La Baule lui a interdit de mettre en œuvre toute la panoplie de mesures préconisées par les créanciers. Ajustement financier indispensable ou superflu ? La question ne se pose plus en ces termes. Il ne peut y avoir de relance économique possible sans savoir ce que deviendront l'agriculture marchande du pays et ceux qui en vivent (près des deux tiers de la population). La capacité de l'agriculture à créer des emplois, à entraîner d'autres activités et à maintenir un État régulateur est plus que jamais indispensable dans ce contexte.

Tout ceci explique le choix des observatoires et la démarche adoptée par le projet OCISCA avec l'aval des parties prenantes.

La crise financière focalise l'intérêt de tous les créanciers sur les cultures d'exportation qui pourraient être « finies » car non compétitives avec la libéralisation de l'économie et, de plus, trop âgées et peu ou mal entretenues par des producteurs découragés par des prix ridiculement bas. Le glas a-t-il sonné pour « l'économie de rente » mise en place dans les années cinquante ?

Le coup de pouce artificiel donné à ces cultures par la dévaluation de 50 % du 11 janvier 1994 suffira-t-il à les relancer comme le pensent les dévalueurs ? L'envolée des cours du café et du cacao sur le marché à terme de New York durant le deuxième semestre 1994 devrait se confirmer dans la durée pour qu'un tel résultat se produise. Encore faudrait-il une transformation du système productif dont on ne voit que les prémisses en 1994 avec la régénération de vieilles plantations ou la création de nouveaux vergers dans certaines zones.

La disparition de la stabilisation en 1991, les arriérés de paiement qui en ont résulté, la politique de « vérité des prix » pour les intrants, tout cela n'est guère incitatif. Les détenteurs de créances du Cameroun sont d'autant plus fondés à s'inquiéter que ces cultures apparaissent encore comme les seules en mesure de dégager des profits pour faire face aux engagements financiers internationaux du pays : pas ou peu d'alternatives crédibles...

1.2. Une recherche impliquée

Dans le projet OCISCA, l'approche fondamentaliste et le « regard distancié » (5) ne pouvaient constituer que des impasses sur tous les plans. La participation aux débats de l'heure allait de soi, même si nous ne pouvions fournir des recettes ou des programmes à mettre en œuvre tant la marge de manœuvre était étroite. Le projet a essayé de répercuter vers le haut les attentes et les signes du malaise du bas, et à évaluer les déterminants des opinions et comportements (voir annexes 2 et 3). La recherche pratiquée reste une quête permanente d'une vérité à construire et à remettre sur le métier année après année dans les observatoires. Face à l'échec de tant de projets de développement, le groupe OCISCA préconise le suivi et l'appui à l'innovation technique *et sociale* déjà mise en œuvre dans les villages.

Nous pensons qu'aucun système technique n'est bon ou mauvais en soi, tout dépend de la manière dont les populations se l'approprient, s'il vient d'une autre société, ce qui n'est pas forcément le cas. L'efficacité d'un tel système se mesure sur le terrain, dans une société donnée.

Ceci explique la préférence accordée à l'idée de changement social plus neutre que celle de développement, fortement connotée. Toute société cherche à la fois à se conserver et à changer, et ce processus temporel équivoque n'a pas pour seule finalité sa reproduction à l'identique, la recherche d'un équilibre ou celle de la seule croissance des forces productives. En période de récession économique, des forces contradictoires, individuelles et collectives, sont à l'œuvre pour éviter la régression sociale, rejeter sur l'autre les effets négatifs de la crise, profiter des nouvelles opportunités d'accumulation et pour en appeler aux ciments idéologiques de l'identité culturelle.

Parce que la recherche était partagée et non parachutée, longue, sinueuse, manquant parfois de rigueur, elle ne pouvait être qu'impliquée, oscillant entre recherche de base et étude finalisée.

(5) L'expression est de Claude LÉVI-STRAUSS. Elle désigne une recherche répondant aux questions qu'un Occidental peut se poser sur sa propre société en observant une société différente. On a pu parler à ce propos de détour ethnologique. Cette démarche se revendique comme recherche « fondamentale ».

2. Une grille d'analyse pour un laboratoire de sciences sociales

Le découpage du réel tel qu'il est proposé par les « disciplines » se prête mal à l'étude de phénomènes complexes. OCISCA a dû puiser dans chacune son miel pour élaborer sa méthode. Le choix des terrains d'OCISCA était conditionné par la connaissance acquise sur leur fonctionnement avant la crise et par leur capacité à enregistrer l'ampleur des changements causés par celle-ci. Des enquêtes de terrain allégées, à objectifs multiples, s'imposaient pour éviter la grande enquête statistique, cumulant la plupart des types d'enquêtes (budget-consommation, démographie, etc.) auprès de différentes cibles. Ce type de travail de statisticien, difficile à exploiter et à analyser rapidement n'était pas plus possible que la monographie lourde donnant l'image la plus globale d'un lieu à un moment donné selon une problématique disciplinaire. Ces deux approches ont leur légitimité mais découlent, la première, d'un contexte financier très favorable, la seconde, d'une modalité de travail individualiste.

Élaborés collectivement par le groupe de départ, grille d'analyse et questionnaire résultent d'un dialogue avec responsables et chercheurs qui y ont introduit divers biais.

2.1. L'élaboration collective de la grille d'analyse et sa mise en œuvre

La mise au point d'une grille d'analyse commune et cohérente ne sacrifiant pas le tout à la partie, l'esprit de finesse à celui de géométrie, le qualitatif au quantitatif fut délicate à négocier. Cette grille devant servir de pense-bête au projet ne fut pas élaborée dans une officine parisienne, ni imposée par une discipline ou un responsable d'équipe ou d'institut. Les chercheurs nationaux ont toutefois eu du mal à prendre du recul par rapport à leur discipline et à leur vision de fonctionnaires dans la représentation qu'ils véhiculaient de la crise. Le jeu de miroirs réciproque (6) a été, cependant, plus important que la confrontation des disciplines scientifiques et des savoirs, dans l'élaboration des indicateurs. Et c'est la finalité du projet — informer les décideurs sur les réactions et les anticipations des ménages et des producteurs ruraux — qui a posé le plus de problèmes épistémologiques.

(6) G. COURADE, 1993, « Colonies de vacances et jeux de miroirs », *Savoirs 2, Le Monde Diplomatique (Une terre en renaissance : les semences du développement durable)*, pp. 16-17.

L'adéquation de l'enquête au problème posé, hypothèses, formulation et méthode employée, a donc servi de garde-fou pour construire la grille d'analyse collective. En appliquant cette règle, nous étions condamnés à faire de la mauvaise sociologie, économie, etc. Le retour sur la discipline était cependant programmé pour la phase individuelle, une fois les bases connues, et avec des compléments d'enquête. Toutes ces précautions n'ont pas empêché l'apparition d'insatisfactions logiques, sinon légitimes.

Le projet s'est focalisé sur des lieux présentant pour l'étude un rapport accumulation de connaissances / accessibilité / représentativité thématique qui paraissait favorable (7). Dans l'échantillon enquêté, nous intégrons résidents et présents-absents, à la différence des enquêtes démographiques classiques, pour situer les stratégies du groupe résidant dans son cadre relationnel élargi.

Sur-pâturer un terrain de recherche oblige à prendre un certain nombre de précautions. Mettre face à face des personnes de deux mondes différents, le fonctionnaire scientifique et le rural, peut aboutir à un rejet ou à un refus de dialogue. Ces observatoires ruraux sont des lieux représentant une base de travail permanente : la familiarité des équipes avec les habitants présente avantages et inconvénients bien connus. La convivialité facilite le dialogue, les recoupements et le contrôle réciproque du travail. Elle entraîne déformations et biais ainsi qu'une difficulté à généraliser des conclusions supposant une extension des enquêtes à un ensemble géographique plus vaste.

Dans le projet OCISCA, nous avons cherché à recueillir les témoignages et les opinions et à analyser les comportements des producteurs et des ménages pour gérer la crise en catégorisant les comportements moyens, mais sans laisser tomber toutefois, dans les marges statistiques non significatives, les « points de vue incompatibles, parce que également fondés en raison sociale » (P. Bourdieu, 1993, p. 9). La difficulté majeure de l'exercice résidait en effet dans la remise en question permanente de la réponse de sens commun, tellement évidente qu'elle amène l'enquêteur, le chercheur ou l'enquêté à s'y mouler, surtout dans le cadre de questions à choix multiples faciles à traiter par l'informaticien.

(7) Si Yemessoa 1 et 2 furent enquêtés dans leur totalité, à Bafou, un sondage par quota de 350 familles, nombre équivalent à Yemessoa, a été réalisé à partir des 8 000 bordereaux de livraison de café à la coopérative locale disposant en 1990 du monopole de la commercialisation. Ceci a été complété par des listes venant des services des impôts et d'enquêtes réalisées au niveau des neuf postes agricoles. Ici, on a choisi d'avoir une représentation des sept conditions socio-économiques habituelles dans la zone café arabica en essayant d'avoir, pour chaque catégorie, un nombre minimal de ménages.

Les observatoires OCISCA sont enfin des espaces de mémoire, d'une mémoire recomposée grâce aux travaux scientifiques antérieurs comme d'une mémoire partagée entre expatriés et nationaux avec les déformations inévitables dans les relectures. Si la science est sans aucun doute universelle, ce postulat souffre quelques exceptions tant dans la science tropicaliste de l'Occident que dans les tentatives lyssenkistes qui parcourent le Cameroun universitaire...

2.2. Astronomes au cœur de la galaxie de la crise

Le projet met en avant une approche en termes d'observatoire. Est-ce à dire que nous regardons de très loin les étoiles filantes ? Pas du tout : pas ou peu de distance entre enquêteur et enquêté, si ce n'est l'inévitable fossé existant entre l'intellectuel et le manuel, entre le citadin et le rural, entre le fonctionnaire et le paysan.

Ce terme d'observatoire est utilisé ici pour la manière de voir qu'il induit et non la distance qu'il maintient entre observé et observateur. Les astronomes, en effet, observent de très loin, dans la durée, d'un lieu fixe choisi en fonction de paramètres particuliers (qualité de l'observation), avec de gros moyens logistiques (téléscope), un système particulier — du type galaxie —, sans se sentir le moins du monde impliqués dans le mouvement des astres observés. Nous avons retenu de cette approche l'idée de saisir une réalité complexe où s'entremêlent décisions et actions de dominants et de dominés qui agissent en fonction des uns et des autres, mais aussi de contraintes intériorisées.

La notion d'observatoire introduit l'idée de répétitivité dans le temps de l'observation avec les inconvénients et avantages que peut présenter l'enquête permanente. Ce type de travail se prête — mais ne se réduit pas à cela — à la quantification statistique supposée apporter un élément décisif au détriment de la recherche qualitative pour dégager des régularités, voire des normes de comportements, servant de support aux scénarii de comptes nationaux désemparés.

Rien n'est neutre dans ce type d'approche : ni le découpage des espaces mis en observation, ni la périodisation de l'enquête, ni les outils mis en œuvre... à plus forte raison l'assemblage des indicateurs sélectionnés, enjeu de pouvoir entre disciplines.

Sur le plan de l'explication scientifique, l'observatoire postule le primat du temps comme principe d'intelligibilité puisqu'il privilégie les opinions d'un échantillon identique ou renouvelé annuellement selon les mêmes critères socio-économiques de classement. En d'autres termes, on suppose que les circonstances et les rapports de force sont

suffisamment contraignants pour aboutir à la situation socio-économique et aux opinions observées sur le terrain. On admet également que les comportements et attitudes sont conditionnés par l'histoire qui produit des stéréotypes et des idéologies forgés au sein du groupe d'appartenance. Cette approche historicisante, inévitable, peut être remise en cause.

Dans le questionnaire, des modules spécifiques sont à remplir par l'ensemble du ménage, d'autres étant réservés à des individus particuliers : chômeurs, migrants de retour par exemple. Les récits de vie sont utilisés pour comprendre en profondeur la période actuelle de retour par rapport à un projet de migration et saisir dans toute sa complexité individuelle une stratégie concrète, à partir d'un vécu particulier. L'attention a été portée sur la gestion sociale des charges familiales, les formes de solidarité, les activités nouvelles, la gestion du crédit en temps de crise, les ajustements socio-économiques au nouveau contexte de libéralisation des prix, etc.

La réduction des « misères » de la crise à un nombre de modalités prédéterminées pour en faciliter le traitement statistique a toujours constitué un crève-cœur pour de nombreux membres d'OCISCA.

Les préoccupations d'OCISCA sont tout autant qualitatives que quantitatives dans la mesure où ce projet s'intéresse aux attitudes et aux représentations des producteurs dans leur dimension économique, sociale, culturelle, mais aussi agro-écologique. C'est qu'en période de récession, les préoccupations financières, si elles prennent le devant, ne conditionnent pas, seules, les décisions et comportements, si bien qu'une approche économiciste peut paraître largement inadaptée.

2.3. Un laboratoire de sciences sociales

La crise vient offrir aux sciences sociales, d'une certaine manière, le laboratoire expérimental qui leur fait généralement défaut. C'est qu'elle produit des situations inédites où l'on peut confronter avec la réalité observable les hypothèses qui concluent de nombreuses études. On peut aussi voir ce que valent de nombreux classements. La notion de « dynamisme bamiléké » qui fit florès dans les années fastes peut être observée dans un contexte défavorable.

L'observatoire devrait permettre de remettre sur le gril de nombreux schémas mentaux bien ancrés et de réévaluer positivement des travaux de l'époque coloniale, trop vite tombés en désuétude.

Mais si ce laboratoire de la société que constitue un observatoire oblige à réexaminer attentivement les outils que l'on utilise mécani-

quement, les hypothèses qui ont cours sur une longue période sans être à nouveau testées, permet-il de prédire les évolutions à venir à court et à moyen terme ? Ceci conditionne la qualité de l'apport des sciences sociales à la décision. C'est que « toute politique qui ne tire pas pleinement parti des possibilités, si réduites soient-elles, qui sont offertes à l'action, et que la science peut aider à découvrir, peut être considérée comme coupable de non-assistance à personne en danger » (P. Bourdieu, 1993, p. 944).

3. Un outil du partenariat

Si l'équipe initiatrice du projet OCISCA avait voulu s'installer dans la routine, elle n'aurait pas pu le faire en raison d'un partenariat exigeant. Sortant d'une recherche de substitution pour traiter d'un thème politiquement sensible, elle a été fortement impliquée dans l'histoire immédiate du Cameroun et a constitué un parfait séismographe des interrogations et des conflits nationaux en cours, ainsi que des tensions Nord-Sud liées à une redéfinition non assumée des relations franco-africaines de toutes natures, politiques comme monétaires, scientifiques comme idéologiques.

Le projet a dû absorber les ondes de choc constituées par la suppression de l'Institut des sciences humaines (ISH) en octobre 1991 et celle de l'Institut national de développement rural (INADER) en février 1993. Devenu une bouée de sauvetage pour une recherche bureaucratique et endogamique en perdition, il a eu du mal à garder le cap initial, même si, à certains égards, il s'en est trouvé renforcé, libéré qu'il était des convoitises manducatoires de certains responsables. C'est que la recherche nationale camerounaise s'était laissée enfermer dans une gestion bureaucratique, nombriliste et coûteuse pour son rendement, qui justifiait amplement les rapports sévères d'évaluation commandités par la Banque mondiale.

Il s'est heurté aussi aux ambiguïtés de la mise en œuvre très concrète du partenariat à l'ORSTOM. Institut de recherche ayant son propre corps de scientifiques, l'ORSTOM se trouve dans l'incapacité de conduire des recherches propres (8) et d'appuyer, dans le même temps,

(8) Il n'est pas déraisonnable de penser que l'ORSTOM est non réformable suite au bilan que l'on peut établir de la réforme lancée en 1982. Ne faudrait-il pas cependant évaluer l'espace de liberté dont disposent des intellectuels pris entre des objec-

avec ses moyens limités une recherche nationale qui n'a plus de financement et qui n'arrive pas à former et à garder ses scientifiques. Malgré des efforts individuels, nécessairement militants puisque non reconnus par les instances d'évaluation, l'institution ne peut mener de front une recherche de même qualité que celles des instituts français de référence et une politique active de coopération. Son passé — l'ORSTOM a été fondé en 1943 (et non en 1944) — renforce dans la mentalité collective, des attitudes favorables à la stratégie du centre de recherche propre, permettant par les conditions de travail qu'il propose, une recherche franco-française de qualité (CNER, 1993, STREM, septembre 1994). Déplorer l'inexistence d'équipes partenaires, comme alibi à cette façon de faire, semble surréaliste, alors que l'on ne s'est que rarement donné les moyens de les créer et de les soutenir. L'intérêt bien compris d'un jeune chercheur expatrié pour son avancement n'est pas de faire du partenariat. Aussi, affecter des expatriés ne partageant pas la philosophie mise en œuvre ne pouvait que mettre en péril le projet.

Développé dans un contexte de conflit politico-syndical au sein d'institutions partenaires de recherche, le projet s'est trouvé impliqué à son corps défendant dans la restructuration de la recherche, de l'enseignement supérieur et du système statistique camerounais. Rien d'étonnant donc à ce qu'il constitue un enjeu pour les équipes participantes, leurs différents responsables et les experts internationaux correspondants. Il reste donc objet de convoitise pour institutions et individus qui ne se sont pas choisis, comme il est de règle dans une équipe scientifique.

C'est bien parce que le passage formel/informel a toujours pu se faire que le projet s'est enraciné au Cameroun et a progressivement servi de référence. Si la suppression de certaines institutions de recherche a pu constituer une chance pour se libérer de tutelles hiérarchiques portées sur la « politique du ventre », la couverture formelle s'est réalisée à un niveau hiérarchique plus élevé permettant aux équipes de gagner en autonomie et efficacité.

Le projet OCISCA a été contraint d'épouser étroitement son temps au Cameroun ; temps de crise qui est d'abord celui de l'incertitude du lendemain pour les agriculteurs et pour les scientifiques sans salaire ; temps des confrontations aussi entre tous ceux qui sont impliqués dans l'analyse et ceux qui vendent un prêt-à-penser idéologico-économique

tifs contradictoires (recherche de même qualité que dans l'Hexagone, appui institutionnel à des équipes du Sud sans moyens et sans continuité et recherche « pour le développement ») ?

simpliste ; temps des révisions aussi pour les scientifiques, supposés eux aussi balayer devant leur porte...

*
* *

Pour le concept OCISCA, l'observatoire reste une « auberge espagnole » où l'on construit en partenariat un produit de recherche hybride qui cherche à être un laboratoire de sciences sociales. Projet de recherche impliquée, OCISCA ne peut avoir un regard distancié. L'approche utilisée n'est pas uniquement statistique et fait place à la durée et au socioculturel dans l'interprétation des tendances et des stratégies en cours d'élaboration chez les planteurs, au masculin comme au féminin. Avec deux défis majeurs encore à relever sur le plan scientifique et à inscrire dans la durée : une plus grande rigueur et une plus grande articulation entre travail collectif et travaux individuels. Faisant une relecture des autres, il essaie de transmettre une mémoire scientifique aux jeunes générations camerounaises et françaises, constituant ainsi un outil pédagogique.

BIBLIOGRAPHIE

A. Approches de la notion d'observatoires pour le Cameroun

- BOUGERRA (M.), GNININVI (L.), OWONA (R.), 1993, « Quelle recherche pour l'Afrique ? », *Savoirs 2, Le Monde Diplomatique (Une terre en renaissance : les semences du développement durable)*, pp. 84-87.
- BOURDIEU (P.), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 949 p. (voir notamment pp. 9-11, « L'espace des points de vue », et pp. 903-939 : « Comprendre »).
- COUTY (Ph.), 1983, « Qualitatif et quantitatif », *STATECO*, numéro spécial sur « Les enquêtes budget-consommation », Paris, INSEE-Coopération, novembre 1986, pp. 19-26.
- COUTY (Ph.), 1990, *La pratique multidisciplinaire à l'ORSTOM* (version provisoire), Paris, ORSTOM, mars 1990, 41 p. multigr.
- DAVIRON (B.), FOUSSE (W.), 1993, *La compétitivité des cafés africains*, Paris, Ministère de la Coopération, 252 p.

- DUBOIS (J.-L.), 1989, *Le projet Dimensions sociales de l'ajustement*, communication au Congrès mondial des statisticiens, Paris, août 1989, 12 p.
- DUBOIS (J.-L.), BLAIZEAU (D.), 1989, *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*. Tome 1 : *Concevoir l'enquête* ; tome 2 : *Collecter les informations* ; tome 3 : *Analyser les résultats*, Paris, MINCOOP, coll. « Méthodologie », 165 + 312 + 175 p.
- GAILLARD (J.), 1990, « Les politiques d'aide à la recherche pour le développement du tiers-monde : de l'assistance scientifique et technique à la coopération : le cas de la France », *Cahiers Sciences Humaines* (ORSTOM, Paris), 26 (3), pp. 407-427.
- GU-KONU (E.), 1993, « Vous avez dit "partenariat" ? L'expérience béninoise », *Cahiers du Sud*, n° 11, pp. 13-17.
- MUCCHIELI (A.), 1991, *Les méthodes qualitatives*, Paris, PUF, 128 p.
- NJOH MOUELLE (E.), 1975, « L'africanisme aujourd'hui, l'africanisme des non-Africains ; l'africanisme des Africains », pp. 5-25, in NJOH MOUELLE (E.), *Jalons II : l'africanisme d'aujourd'hui*, Yaoundé, CLE (Point de vue, 16), 79 p.
- SANTOIR (C.), 1992, *Sous l'empire du cacao : Étude diachronique de deux terroirs camerounais*, Paris, ORSTOM (Collection « A travers champs »), 191 p.

B. Productions OCISCA sur les observatoires ruraux (1990-1993)

- ALARY (V.), 1992, *Crise de la recherche et recherches sur la crise : les ajustements du projet de recherche OCISCA*, Rennes, ENSAR, 76 p. + annexes (mémoire de fin d'études DAA).
- Collectif OCISCA phase expérimentale 1, 1990, Questionnaire CUDs-ISH-ORSTOM de novembre 1990 (Observatoires de Bafou et Yemessoa).
- Collectif OCISCA, 1990-1992, Bulletins du réseau OCISCA (6 bulletins parus entre juillet 1990 et juillet 1992).
- Collectif OCISCA, 1991, *Les cacaoculteurs et la crise en 1991 : encore et toujours le cacao ! (Observatoire du Centre du Cameroun)*, rapport d'étape, phase 1, Yaoundé, projet OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM), novembre 1991, 25 p. multigr.
- Collectif OCISCA, 1991, *Les planteurs de café et la crise à Bafou en 1991 (Observatoire de l'Ouest du Cameroun)*, rapport d'étape, phase 1, Yaoundé, projet OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM), octobre 1991, 26 p. multigr.
- COURADE (G.), 1990, « Le projet OCISCA : Observatoire du changement et de l'innovation au Cameroun », *Chronique du Sud*, n° 4, pp. 97-103.
- COURADE (G.), 1991, « Une recherche partagée », pp. 56-57, rapport d'activité de l'ORSTOM, 1990.

- COURADE (G.), ELOUNDOU-ENYEGUE (P.M.), GRANGERET (I.), 1991, « L'Union des coopératives agricoles de l'Ouest du Cameroun (UCCAO) : de l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne », *Revue Tiers-Monde* (numéro dirigé par Maxime HAUBERT : « Politiques agraires et dynamismes paysans »), tome XXXII, n° 128, octobre-décembre 1991, pp. 887-899.
- COURADE (G.), GRANGERET (I.), JANIN (P.), 1991, « La liquidation des bijoux du prince : les enjeux de la libéralisation de la filière café-cacao au Cameroun », *Politique africaine*, n° 44, pp. 121-128.
- COURADE (G.), GRANGERET-OWONA (I.), 1993, « De nouvelles approches face à la crise », pp. 48-50, chap. 3.3 in : *Environnement et développement*, rapport d'activité de l'ORSTOM, 1992.
- COURADE (G.), JANIN (P.), 1992, « Crise et ajustement en milieu rural camerounais : confrontation du local et du national (OCISCA) », *Chronique du Sud*, n° 7, janvier 1992, pp. 9-19.
- ELOUNDOU-ENYEGUE (P.), 1992, « Solidarité dans la crise et crise des solidarités familiales au Cameroun ? Évolutions récentes des échanges entre villes et campagnes », *Les dossiers du CEPED*, n° 22, 40 p.
- JANIN (P.), 1992, « La confession d'un enfant d'OCISCA », *Chronique du Sud*, n° 8, pp. 126-129.

Annexe 1

Le questionnaire OCISCA de la phase expérimentale (1990-1991) : structure et contenu

Le questionnaire de la phase expérimentale (novembre 1990 et janvier 1991), élaboré par les équipes ISH de Yaoundé et INADER de Dschang, se compose de 21 pages. Il comporte 4 modules numérotés de A à D à appliquer à tous les ménages qui vont être enquêtés (10 p.) :

- A : « Démographie et protection sociale »,
- B : « Indicateurs de niveau de vie »,
- C : « Activités, sources de revenus »,
- D : « Relations villes-campagnes ».

Les 5 modules suivants, de E à I ne sont applicables qu'auprès des personnes concernées (appelées « groupes-cibles ») :

- E : « Migrations de retour »,
- F : « Productions agro-pastorales »,
- G : « Activités extra-agricoles »,
- H : « Sans-emploi, à la recherche d'un premier emploi »,
- I : « Initiatives locales ».

Le questionnaire se présente sous deux formes :

+ 12 tableaux comportant des réponses précodées ou ouvertes sur démographie et composition du ménage, aliments consommés dans l'ensemble du ménage, emprunts contractés depuis 5 ans, élites, activités productives et rentières du ménage, parents-amis en ville avec qui on a des relations, récits de vie de migrants de retour, gestion des cultures des exploitations agricoles, itinéraire professionnel des actifs extra-agricoles, vie associative du quartier et du village, opérations de développement communautaire du quartier ou du village ;

+ 20 questions fermées ou semi-fermées aux réponses précodées sur dot et mariage, les personnes à charge, le patrimoine, les biens durables de consommation, les grosses dépenses depuis un an, les dépenses sociales, les besoins en crédit, la position sociale du ménage, l'accueil du migrant de retour, les avantages et inconvénients de la ville ou du village selon le migrant, les stratégies du chef d'exploitation, les cultures introduites depuis dix ans, l'histoire des parcelles, le devenir de la culture d'exportation et de l'élevage, les ajustements vis-à-vis des intrants, le profil de l'actif extra-agricole, sa rémunération et ses charges, l'histoire de la perte d'emploi et des stratégies de recherche d'emploi, la capacité du village à financer des projets locaux de développement.

Annexe 2

L'aggravation des disparités de revenus et l'endettement des pauvres dans la chefferie bafou en 1991 (extraits du rapport d'étape phase 1 de l'observatoire bafou, 30/10/1991)

« ... Depuis plusieurs années, le pouvoir d'achat moyen des ménages ruraux connaît une diminution notable qui a entraîné dans certaines familles de sérieux problèmes de trésorerie. En matière de gestion financière, la plupart des ménages sont amenés à faire du "pilotage à vue". Tous, bien sûr, n'ont pas été affectés de la même façon : la pratique d'une double activité (café, vivrier traditionnel et artisanat ou commerce ou salariat, etc.), ou du maraîchage irrigué, assure des rentrées d'argent toujours conséquentes. Maraîchers et double-actifs sont devenus les nouveaux "*grands*" en milieu rural marquant ainsi la fin de la suprématie économique des grands planteurs... Si le double-actif occupe aujourd'hui une place privilégiée dans l'échelle des revenus, c'est rarement pour réinvestir dans l'agriculture. Il préfère, de loin, les placements dans l'immobilier ou les transports qui lui assurent de véritables rentes de situation.

Si le niveau moyen des revenus globaux se situe légèrement au-dessus des résultats obtenus dans l'observatoire de Yemessoa au Centre du Cameroun, ce résultat ne doit pas masquer d'importantes disparités entre ména-

ges, renforcées par les flux monétaires venant de la ville. La réussite de certains maraîchers ou double-actifs, appuyée par d'habiles stratégies individuelles, ne doit pas faire oublier la masse grandissante des petits planteurs qui ont du mal à joindre les deux bouts. Raisonner en termes de revenus moyens n'a donc pas grande signification. Du petit planteur au planteur double-actif — aux deux extrémités de l'échelle des revenus — les revenus vont de 1 à 6.

Les écarts de revenus entre les chefs de ménage homme et femme sont, eux aussi, considérables et vont de 1 à 3 pour une même classe. Même s'il faut relativiser ces chiffres en tenant compte du nombre d'unités de production présentes dans les différents types d'exploitation, on peut se demander quel avenir il y a pour d'aussi petites unités de production... »

« Loin de réduire le nombre et le montant des emprunts, la crise conduit certains ménages à s'endetter plus que de raison pour faire face aux différentes charges familiales. On peut redouter... que le développement de la pratique de la "cavalerie", c'est-à-dire du nouvel emprunt pour le remboursement d'une créance antérieure, ne débouche sur une crise du crédit. Or, c'est auprès des tontines qu'ont lieu la plupart de ces emprunts (63 % en nombre et 56 % en valeur), les taux de cotisation pratiqués permettant à chacun d'y participer en fonction de ses capacités, mais le non-remboursement d'un emprunt est sanctionné socialement.

Les tontines jouent, en effet, un double rôle : aider à subvenir, grâce à une grande souplesse de fonctionnement, aux besoins les plus quotidiens, mais également inciter les membres à épargner en prévision de besoins futurs. Cette organisation correspond à une formule que les intéressés se sont appropriés avec beaucoup de conviction. Chacun y trouve peu ou prou son compte en raison d'une souplesse inégalée et du rôle social qu'elle remplit, même si les taux de remboursement semblent parfois élevés. Elle remplace un crédit rural existant qui reste à organiser, à l'image des mutualités agricoles françaises ou des Credit Unions américaines implantées depuis 1963 dans le Nord-Ouest.

Ce n'est pourtant pas l'organisation adaptée pour tous : l'importance des relations entretenues par le chef de ménage en facilite plus ou moins l'accès, en raison de l'obligation d'être parrainé et coopté pour y adhérer. C'est pourquoi certains ménages de chômeurs ou de petits planteurs n'ont d'autre issue, pour couvrir la totalité de leurs dépenses, que de demander l'assistance des parents ou amis. La tontine ne se substitue pas à la famille-providence et sert à tous, sauf aux exclus de la crise !

Le crédit bancaire, d'un accès difficile pour les ruraux, est réservé à une minorité de privilégiés (grands planteurs et double-actifs) qui peuvent apporter la garantie de revenus réguliers et suffisants pour contracter de gros emprunts, sous réserve de maîtriser les formalités nécessaires à l'établissement d'un dossier de crédit. Rien d'étonnant donc à ce que ce soit les circuits financiers parallèles ou informels qui assurent la quasi-totalité du crédit en milieu rural.

L'emprunt est une pratique très courante qui touche plus de 70 % des ménages, révélatrice des problèmes aigus auxquels ils sont confrontés. Tou-

tefois, en volume monétaire, il est indéniable que les ménages empruntant le plus sont ceux qui déclarent les plus grosses recettes, vérifiant la formule classique « on ne prête qu'aux riches ». Il existe, en effet, une bonne corrélation entre emprunts et recettes, le montant emprunté annuellement correspondant, peu ou prou, pour les chefs de ménage masculins, au dixième des recettes annuelles et, assez curieusement, au quart pour leurs homologues féminins qui, de fait, semblent plus endettés.

Quand on sait que les femmes assurent prioritairement l'alimentation du ménage et suppléent les hommes pour la prise en charge des dépenses d'éducation, on doit attribuer plus ces emprunts à la nécessité absolue qu'à l'insouciance, les femmes montrant généralement une prudence plus grande que les hommes dans l'accroissement du taux d'endettement et la destination des emprunts. Enfin, les veuves, nombreuses dans l'échantillon, sont seules à supporter la totalité des dépenses alors qu'un polygame peut compter sur ses femmes pour l'aider si nécessaire. »

Annexe 3

Yemessoa 1991 : La « cacaocueillette » limite les écarts de revenus et l'ajustement des charges familiales se fait par l'éclatement familial (extraits du rapport d'étape phase 1 de l'observatoire du Centre du Cameroun)

« L'écart des revenus entre un petit planteur et un double-actif à Yemessoa est moins large qu'à Bafou, de l'ordre de 1 à 4,5. L'écart entre moyens et grands planteurs tend même à se réduire, en raison d'une moindre pratique des activités non agricoles chez ces derniers. Une cacaoyère de 700 pieds a un rapport brut (charges non décomptées) d'environ 50 000 francs CFA annuels contre 20 000 francs CFA maximum à une caféière de même taille plantée en arabica. Et l'on devrait déduire des charges de l'ordre d'un bon quart pour obtenir le revenu brut pour la caféière. Avec un prix d'achat au planteur très voisin pour le cacao et le café arabica, le cacao occupe encore une place prépondérante dans le revenu monétaire agricole moyen à Yemessoa : 80 000 francs CFA contre un peu moins de 50 000 francs CFA pour le café à Bafou. Preuve s'il en est de la bonne tenue de cette agriculture de plantation.

D'une manière générale, si l'on ne prend en compte que les recettes agricoles, on s'aperçoit que l'agriculture assure aux cacaoculteurs des rentrées d'argent égales à celles de l'observatoire bafou.

Seules, les activités non agricoles, plus développées dans l'Ouest, viennent relever sensiblement le niveau des revenus et accentuer les inégalités sociales. Cette remarque s'inscrit donc en faux avec l'idée communément admise que les agriculteurs de l'Ouest sont plus riches que ceux du Centre.

Tableau 1

Revenu annuel moyen en francs CFA

	Yemessoa	Bafou
Agricole	127 000	135 000
Extra-agricole	75 000	21 000
Global	202 000	345 000

Le sentiment très net d'une coupure avec la ville, accrédité par la faiblesse des équipements collectifs, a de quoi surprendre lorsqu'on sait que Yaoundé est distante de moins de 70 kilomètres. Cette zone rurale reste sous-équipée. L'électricité n'a pas été installée et le réservoir d'eau, mis en place par la Scanwater, ne fonctionne plus, faute de carburant. Le mauvais fonctionnement de l'adduction d'eau est, toutefois, à mettre en relation avec un esprit individualiste plus fort qu'à Bafou, l'entretien incombant à la collectivité villageoise. Le niveau d'équipement individuel des ménages (radio, moto, etc.) est, par contre, comparable à celui relevé dans l'Ouest.

Contrairement à l'Ouest où certaines classes de planteurs — les femmes par exemple — devaient faire face à de très lourdes charges, il n'y a pas à Yemessoa, avec 4 personnes à charge, de surcharges familiales. Les scolaires y sont moins nombreux : ce sont autant de frais liés à l'éducation économisés. Les problèmes ne s'y posent donc pas dans les mêmes termes et avec la même acuité qu'en pays bamiléké.

Tableau 2

Nombre de personnes à charge

	Bafou	Yemessoa
Nourrissons	1,1	1,2
Scolaires	4,3	2,3
Chômeurs	0,5	0,3
Autres	0,2	0,1
TOTAL	6,1	3,9

Ce résultat est à mettre en rapport avec le faible taux de polygamie, dans cette région fortement christianisée. Dans l'immédiat, on ne voit donc pas la nécessité de mettre en place une politique de planning familial (« parenté responsable »), qui aurait d'ailleurs bien peu de chances de réussir... C'est sur les petits planteurs et les agriculteurs vivriers que pèsent les plus lourdes

charges. Le ratio personnes à charge/recettes y est le plus bas avec une personne à charge pour 20 000 francs CFA environ contre une pour 80 000 francs CFA chez les planteurs double-actifs. Ces deux catégories sont dans une situation précaire et apparaissent, à terme, menacées de disparition. Entre les agriculteurs vivriers de Yemessoa et les quelques maraîchers des "hauts" de la chefferie bafou, entrepreneurs spécialisés dans une ou deux productions, conduites en culture pure sur de vastes superficies, il y a peu de points communs. Les premiers se contentent de commercialiser des surplus, tandis que les seconds mobilisent toute la force familiale de travail pour intensifier le système de culture. A qui attribuer le qualificatif anthropologique de "paysan", si généreusement distribué dans une pléiade d'études peu soucieuses de précision ? A aucune des deux catégories d'exploitants, si l'on donne à ce terme le sens précis qu'il doit avoir : exploitant agricole dont la culture et le style de vie sont commandés par un travail agricole intense "artificialisant" le milieu sans pour autant viser un productivisme destructeur de cet "équilibre" milieu/culture qui caractérise une paysannerie "enracinée".

Chaque ménage réalise lui-même un ajustement démographique au quotidien. L'émigration ancienne des cadets permet de limiter les charges de la famille et de l'exploitation et a suffi, jusqu'à nos jours, à rétablir un certain équilibre au sein des ménages. Voilà pourquoi la proportion de la parentèle en ville, avec qui le ménage au village a des relations, est élevée. Le terme d'"exode rural" s'applique assez mal au sud du Cameroun et celui de "migrations alternantes" est inadéquat comme ceux de "migrations de retour" ou d'"exode urbain". La réalité se situe ailleurs, dans un concept qui n'existe pas. On ne quitte pas le village sans espérer y retourner, mais on n'y retourne pas avec la régularité du banlieusard rejoignant sa lointaine résidence. On est parti et on reste présent au village, on n'y a pas véritablement une "résidence secondaire", mais un deuxième foyer, unité budgétaire qui sert souvent de lieu d'hébergement et de refuge quand il s'agit de survivre. On espère de la ville quelque chose d'indéfini pour améliorer sa condition tout en gardant l'assurance tous risques du village... La dualité de résidence, qui concerne le plus souvent des ménages monogames, est une solution délibérément choisie et voulue. Elle marque une réelle symbiose entre la ville et le village et une nouvelle organisation socio-spatiale de la famille pour qui le noyau familial urbain est une excroissance, un prolongement de la cellule patriarcale centrée, en définitive, sur le village.

L'éclatement familial, fréquent dans la région, permet de mieux répartir les charges entre les différents membres du ménage. L'épouse, au village avec les enfants en bas âge, dirige l'exploitation agricole, tandis que le mari, travaillant à Yaoundé, héberge les scolaires qui fréquentent le lycée. La multitude de taxis-brousses qui sillonnent l'axe Yaoundé-Obala-Bafoussam et le faible éloignement de Yemessoa facilitent l'émergence d'une véritable mobilité à sens alternés selon la conjoncture urbaine. C'est donc bien avec la parenté la plus proche en ville, sauf peut-être pour les planteurs double-actifs, que se tissent les relations exclusives les plus fortes.

On veut "travailler à la ville et habiter au village". Ce souhait est-il réaliste au moment où l'État a du mal à payer une administration publique pléthorique pour ses moyens et où, même le "sauveteur" (vendeur à la sauvette) se heurte à une concurrence de plus en plus sauvage ? Qui, aujourd'hui, du segment de la famille resté au village ou de celui résidant en ville tire le plus profit de cette complémentarité ? Les "miracles" de la famille-providence en ville sont-ils toujours aussi visibles ? La proportion importante de "compressés" (50 %) parmi les chômeurs au village — sans que l'on puisse réellement parler de migrants de retour — invite à y réfléchir.

D'une manière générale, aucune stratégie nouvelle visant à réduire le nombre de personnes à charge ou à privilégier telle ou telle catégorie de personnes ne se dessine puisque la "crise" n'a pas encore été ressentie dans tous ses effets. De plus, cela signifierait une modification en profondeur des structures de parenté et des liens qui contribuent à la "reproduire" : impensable à court terme ! »